

Genève, le 29 octobre 1936.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

QUARANTIÈME RAPPORT
DU COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS EN BULGARIE

(PÉRIODE JUIN-AOÛT 1936.)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	3
I. BUDGET :	
1. Equilibre	3
2. Recettes	4
3. Dépenses	4
4. Trésorerie	5
II. LÉGISLATION :	
1. Droits d'accise	5
2. Droits de douane	5
3. Industrie	5
III. BANQUES ET CRÉDIT :	
a) Banque nationale	6
b) Clearings	6
c) Compensations	6
IV. COMMERCE EXTÉRIEUR	7
V. DIRECTION DES CÉRÉALES	7
VI. ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES	7
VII. EMPRUNT DE STABILISATION	8
APPENDICES :	
I. BUDGET :	
a) Résultats de la gestion des huit premiers mois	9
b) Résultats mensuels des trois derniers mois	11
c) Situation des recouvrements d'impôts directs au 31 août 1936.	12
d) Situation de la Trésorerie au 31 août 1936	12
II a. SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE	13
II b. CHANGE ACHETÉ ET VENDU PAR LA BANQUE NATIONALE	14
III. DONNÉES GÉNÉRALES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES	15

INTRODUCTION.

1. Au 31 août 1936, à la fin du huitième mois de l'exercice, l'excédent des dépenses sur les recettes des budgets de l'Etat et des chemins de fer est de 357 millions de leva. L'amélioration constatée à cet égard au mois de juin ne s'est pas poursuivie.

2. Les recouvrements sont supérieurs de 556 millions à ceux de l'année précédente, mais ils restent sensiblement inférieurs aux prévisions.

3. Les dépenses dépassent de 658 millions les dépenses correspondantes de l'exercice précédent. Elles excèdent les crédits accordés par les budgets mensuels.

4. De nouvelles lois codifient, simplifient et réadaptent aux conditions nouvelles de l'économie internationale et nationale les droits de douane et d'accise ; elles réglementent l'industrie bulgare et la protection qui lui est accordée.

5. Les déclarations du Ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque nationale de Bulgarie affirment le maintien de la monnaie bulgare à sa parité ancienne par rapport à l'or.

6. La politique adoptée par la Banque nationale en avril dernier et l'accroissement des exportations bulgares ont eu pour résultat une amélioration dans la situation des devises du pays.

7. Les exportations et les importations ont augmenté parallèlement par rapport à l'année précédente ; la balance commerciale est à fin août déficitaire de 101 millions.

8. L'alignement d'un certain nombre de monnaies a atteint plusieurs exportateurs bulgares qui avaient vendu en monnaies dévaluées depuis. L'importance des pertes et les mesures qui seront prises pour en atténuer les conséquences n'ont pas encore été fixées.

9. La récolte de céréales est belle ; les achats de la Direction des céréales sont beaucoup plus importants que l'année dernière à la même époque.

10. Le présent rapport a été établi par M. Pierre Cheysson, Commissaire de la Société des Nations en Bulgarie, avec la collaboration de M. Köstner, Conseiller auprès de la Banque nationale de Bulgarie.

I. BUDGET.

1. Les résultats de la gestion du budget de l'Etat et des chemins de fer au 31 août 1936 (huit mois de l'exercice), sont les suivants (cf. appendice I a) :

	Etat	Chemins de fer	Total
	(En millions de leva)		
Recettes effectives	3.857,1	831,6	4.688,7
Dépenses :			
effectives	3.610,2	830,3	
en souffrance	509,2	95,8	
Total	4.119,4	926,1	5.045,5
Excédent des dépenses	262,3	94,5	356,8

Ces chiffres font état, en recettes et en dépenses, des soldes non transférés de la Dette publique. Ils représentent le résultat global du budget ordinaire primitif et du budget extraordinaire promulgué le 20 mars 1936 : en dépenses, ils comprennent 109 millions de dépenses relatives au budget extraordinaire, et en recettes, un prélèvement de même somme sur le produit des emprunts conclus en 1936 pour alimenter le budget extraordinaire. La provision destinée à faire face aux dépenses restant à engager sur ce budget jusqu'à la fin de l'année, soit 300 — 109 = 191 millions, est bloquée dans l'encaisse du Trésor à la Banque nationale.

Depuis le début de l'année, l'excédent des dépenses sur les recettes a évolué comme suit :

	Etat	Chemins de fer	Total	+ ou — par rapport au mois précédent
	(En millions de leva)			
Janvier	106,9	18,5	125,4	+ 125,4
Février	229,7	29,7	259,4	+ 134,0
Mars	215,6	48,8	264,5	+ 5,0
Avril	258,8	89,2	348,1	+ 83,6
Mai	234,4	95,6	330,0	— 18,1
Juin	97,8	97,7	195,5	— 134,5
Juillet	152,7	104,7	257,4	+ 61,9
Août	262,3	94,5	356,8	+ 99,4

Les mois de mai et de juin surtout avaient marqué une amélioration sensible qui n'a pas persisté ; l'excédent des dépenses pour les deux mois de juillet et août est de 161,3 millions, représentant près de la moitié de l'excédent total des huit premiers mois, et le déficit, qui avait fortement diminué, a atteint et même dépassé, fin août, le déficit à fin avril.

L'excédent des dépenses au 31 août 1935 était de 349,5 millions (356,8 au 31 août 1936).

2. Recettes (cf. appendice I a et b).

Dans ce qui suit, il n'est pas tenu compte de la reprise en recettes des soldes non transférés du service de la dette extérieure.

Les recettes totales (Etat et chemins de fer), à l'exception du prélèvement sur le produit des emprunts 1936 (109 millions), s'élèvent à 4.393,1 millions contre 3.836,7 millions pour la période correspondante de 1935, soit une augmentation de 556,4 millions (+15%).

L'accroissement des recettes est particulièrement important en ce qui concerne la rentrée des impôts directs (+26%), des droits de douane (+17%), de timbre (+21%), de la participation des communes aux appointements des instituteurs et médecins (+31%).

Les recettes des chemins de fer pour les huit premiers mois sont de 75 millions supérieures à celles de 1935 (10%) ; celles des trois derniers mois sont exactement les mêmes que celles des mois correspondants de 1935.

La comparaison avec les prévisions des recettes de l'Etat et des chemins de fer, à l'exception du prélèvement sur le produit des emprunts 1936 (et de la reprise en recettes des soldes non transférés du service de la dette extérieure, comme il a été dit plus haut), donne les résultats suivants :

	Recettes effectives	8/12 des prévisions du budget 1936	En moins	% des recettes effecti- ves par rapport aux prévisions
(En millions de leva)				
Etat	3.561,5	3.829,2	267,7	92,9
Chemins de fer	831,6	928,7	97,1	89,5
Total	4.393,1	4.757,9	364,8	92,3

La comparaison des recettes réelles aux prévisions des trois derniers mois donne un résultat moins défavorable :

	Recettes effectives	3/12 des prévisions du budget 1936	+ ou -	% des recettes effecti- ves par rapport aux prévisions
Etat	1.390,2	1.435,8	- 45,6	97,0
Chemins de fer	356,9	348,3	+ 8,6	102,4
Total	1.747,1	1.784,1	- 37,0	97,9

3. Dépenses.

Les dépenses de l'Etat et des chemins de fer au cours des huit mois s'élèvent à 4.859 millions (compte non tenu des dépenses d'ordre correspondant aux soldes non transférés du service de la Dette publique). Ce chiffre comprend 109 millions de dépenses effectuées sur crédits extraordinaires couverts par les emprunts 1936. Les dépenses comparables aux dépenses effectuées pendant la même période en 1935 s'élèvent à 4.749 millions, dépassant de 658,3 millions (+16,1%) ces derniers.

Les chiffres donnés dans l'appendice I a permettent difficilement de comparer les dépenses de chaque ministère d'une année à l'autre ; en effet, la ventilation des dépenses en souffrance n'est pas donnée, ni celle des dépenses qui ont été effectuées en 1935 sur les fonds rattachés au budget 1936, et qui ont été réparties en 1936 entre les différents ministères. Néanmoins, l'on peut considérer que les augmentations de dépenses portent sur tous les départements ministériels, et particulièrement sur les Ministères de l'Agriculture, du Commerce et des Communications (environ 50%), puis sur les Ministères de la Justice (environ 35%) et de la Guerre (environ 25%).

La différence entre le montant des dépenses (Etat et chemins de fer) effectuées au cours des trois derniers mois et celle de la période correspondante de 1935 est relativement faible (78,2 millions) (+5%).

Le total des crédits accordés à fin août était de 3.710 millions pour l'Etat et de 900 millions pour les chemins de fer ; les dépenses effectives ordinaires (non compris les dépenses extraordinaires) s'élevaient à la même date à 4.010,4 millions pour l'Etat et 926,1 millions pour les chemins de fer, supérieures par conséquent de 300,4 millions pour l'Etat et de 26,1 millions pour les chemins de fer aux crédits accordés. La comparaison des dépenses et des crédits des trois derniers mois fait, au contraire, ressortir une économie (10,2 millions).

4. Trésorerie.

La situation de Trésorerie (cf. appendice I *d*) est affectée par l'augmentation de l'excédent des dépenses sur les recettes au cours des mois de juillet et d'août. La Trésorerie, qui avait reçu au titre des emprunts 1936, 60 millions en mars et 200 millions en avril, a encaissé en juillet le solde du produit des emprunts (40 millions) (cf. trente-huitième rapport, page 6). Il est rappelé que ces sommes sont bloquées dans un compte du Trésor à la Banque nationale ; ce compte est débité chaque mois d'une somme qui est versée au budget pour payer les dépenses de même montant effectuées au titre du budget extraordinaire du 20 mars 1936. Si l'on veut comparer la situation du Trésor en 1935 et en 1936, il convient de tenir compte de ce fait : la situation de Trésorerie, déficitaire de 389,5 millions le 31 août 1935, est bénéficiaire de 30,5 millions au 31 août 1936, ou est déficitaire de 160,8 millions, si l'on réserve la somme de 191,3 millions ci-dessus, bloquée et affectée à des paiements déterminés.

Le Trésor conserve la possibilité d'escompter 68,8 millions de bons du Trésor, dont 37,5 à la Banque nationale.

Les paiements en souffrance s'élèvent à fin août à 605 millions, dont 95,8 dus par les chemins de fer. Les traitements et pensions, pour un montant de 131,2 millions, étaient à la disposition des ayants droit. Les mandats pour fournitures de matériel..., représentaient à fin août 429,4 millions ; ils ont été mis en paiement le 9 septembre.

II. LÉGISLATION.

Trois lois, qui se complètent et dont l'élaboration a demandé de longues études, ont été promulguées à la fin d'août.

Le Ministre des Finances, dans son exposé au Comité financier, lors de la session de mai 1936, en avait indiqué les grandes lignes et les avantages qu'il en attendait pour le fisc et pour l'économie du pays.

1. Décret-loi sur les accises et privilèges (*Journal officiel* 196, du 1^{er} septembre 1936).

Il codifie dans une première partie les textes dispersés dans de nombreuses lois sur les privilèges de l'Etat en matière fiscale.

La seconde partie est relative aux accises proprement dites. Les droits sont désormais fixés en leva-papier et non plus en leva-or. Le Conseil des Ministres pourra limiter le prix de vente en Bulgarie des marchandises passibles de droits. Les pouvoirs de réglementation du Ministre des Finances, en vue d'améliorer le contrôle sur les marchandises passibles de droits ou sur leur production, sont augmentés et définis à nouveau. Les droits d'accise sur certains produits couramment utilisés par la classe pauvre sont réduits (sel, pétrole, clous, vin, alcool). Pour compenser en partie cette diminution de recettes, une taxe *ad valorem* variant de 3 à 5 % est créée sur les tissus de laine, de coton et de soie, sur les tricots de coton et de soie, sur les bas et sur les fils de laine, à l'exception de ceux qui sont destinés aux filatures (*Journal officiel* 212, du 19 septembre 1936).

La troisième partie traite des patentes. Elle simplifie et codifie les textes anciens, augmente le contrôle de l'Etat sur les débitants d'alcool, modifie certains droits de patente sur les jeux, les tissages de jute, de lin, de chanvre.

Les trois autres parties sont relatives aux pénalités, à la constatation des infractions et aux dispositions transitoires.

2. a) Décret-loi sur les droits de douane (*Journal officiel* 194, du 29 août 1936).

Il supprime les taxes *ad valorem* qui frappaient jusqu'à présent les matières premières destinées à l'industrie et exemptées de droits de douane. Il les remplace par de nouveaux droits de douane spécifiques dont le produit doit être supérieur à celui des taxes supprimées. Les droits de transit sont supprimés. La loi accorde de nouvelles facilités pour l'importation temporaire de matières premières ou de demi-produits destinés à être transformés par l'industrie bulgare et réexportés. Les formalités de dédouanement, les déclarations, sont simplifiées.

b) Modification du tarif douanier (*Journal officiel* 195, du 31 août 1936).

Le Conseil des Ministres reçoit des pouvoirs très larges en matière de tarif douanier. Il peut élever les droits pour répondre à un dumping ou pour protéger contre la concurrence étrangère la production nationale. Il peut les abaisser jusqu'à 25 % de la valeur des marchandises importées pour combattre les prix élevés pratiqués dans le pays.

Comme il a été dit plus haut, les matières premières destinées à l'industrie sont désormais passibles d'un droit spécifique qui est d'environ 30 % de leur valeur. Une refonte du tarif est faite, destinée à tenir compte des modifications survenues dans les prix des marchandises et à réadapter la protection accordée aux industriels du pays à la situation économique actuelle.

3. Décret-loi relatif à l'industrie (*Journal officiel* 193, du 27 août 1936).

La première partie régleme l'industrie ; elle reprend et corrige les textes anciens relatifs à la création, à l'agrandissement d'usines en cas de « saturation » de la branche de l'industrie où elles travaillent. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie centralise et dirige toute cette réglementation.

La deuxième partie institue, sous le contrôle du Ministre du Commerce et de l'Industrie, une politique de rationalisation destinée à améliorer les prix de revient de la production.

La troisième partie traite de l'encouragement à l'industrie indigène. A l'exception de certaines facilités pour l'acquisition des terrains et l'approvisionnement en matières premières indigènes, la loi n'accorde d'autre avantage que la protection douanière. Toutefois, la loi prévoit que, pour certaines industries présentant un grand intérêt pour l'économie nationale, un encouragement pourra être donné par des lois spéciales.

III. BANQUES ET CRÉDIT.

a) *Banque nationale.*

Les rapports hebdomadaires de la Banque ne font pas apparaître de grands changements de l'actif. Du côté passif, l'on remarque une diminution des dépôts depuis le milieu de mai d'environ 220 millions, correspondant à une augmentation sensiblement égale de la circulation. La couverture reste voisine de 33%, avec une tendance, toutefois, à une baisse due à l'augmentation de la circulation résultant de l'accroissement des besoins du commerce.

La situation « devises » de la Banque est plus facile, malgré la demande importante de devises libres résultant de l'achat de la Banque hypothécaire. Il n'est pas possible de dire encore dans quelle proportion cette amélioration est due, d'une part, à la modification du régime des devises introduit le 1^{er} avril dernier et, d'autre part, aux dispositions favorables au commerce bulgare du marché international. Une partie des devises a été achetée avec prime sur le marché libre où la Banque cherche à maintenir le cours des primes aux environs de 24% pour la première liste et aux environs de 32% pour la seconde. Le relevé des opérations en devises au cours des huit premiers mois est donné dans l'appendice II b). La position exacte de la Banque en devises ne ressort pas, du reste, des rapports hebdomadaires où les devises bloquées et libres sont confondues dans le même poste. La position en marks est sensiblement la même que celle indiquée dans le précédent rapport ; bien que le montant des marks à l'actif de la Banque oscille entre 6 et 8 millions, celle-ci s'est pratiquement couverte contre les risques par des opérations diverses en marks avec les importateurs de produits allemands. Il est bon de rappeler aussi que les comptes de clearing figurent à l'actif des situations hebdomadaires en devises, alors qu'ils sont comptabilisés au passif dans les postes « dépôts » ou « autres exigibilités ». S'il est exact qu'au regard de la Banque les engagements soient des engagements en leva, il convient de les considérer comme des dettes en devises si l'on veut avoir un aspect réel de la position en devises du pays.

b) *Clearings.*

Tous les clearings, à l'exception du clearing bulgare-allemand, travaillent avec plus ou moins de difficultés. A l'occasion des nouveaux accords négociés par la Banque avec différents pays, celle-ci s'est efforcée d'élargir les possibilités de transactions par compensations directes. Elle y a réussi avec la Belgique, la France, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. La Suisse a refusé de sortir des règles strictes du clearing ; toutefois, elle a donné certaines compensations destinées à remédier aux difficultés du commerce bulgare-suisse sous la forme de contingents accordés pour certains produits particulièrement importants pour l'exportation bulgare. La Banque a pu diminuer sensiblement les soldes débiteurs des clearings avec certains pays à devises libres (Belgique, France) et a liquidé ainsi presque complètement ses anciennes dettes commerciales.

c) *Compensations.*

Les résultats de la politique qui vient d'être indiquée et d'un relâchement de certaines formalités ont accru le volume des transactions par compensation dont l'importance peut aujourd'hui être évaluée à 40% du commerce extérieur total.

Les primes moyennes sur les compensations conclues en devises libres seulement ont varié comme suit :

1936	Première liste	Deuxième liste	Moyenne
Janvier	—	—	33,1
Février	—	—	31,1
Mars	—	—	29,1
Avril	—	—	34,0
Mai	31,3	35,0	32,6
Juin	28,2	34,2	32,8
Juillet	25,6	33,9	32,7
Août	25,0	32,7	30,6

Les fluctuations des primes en devises bloquées sont importantes et varient entre — 7,5% (lire italienne) et + 35% (dollar et franc suisse).

La politique de la Banque de discriminer les transactions sur la première liste et sur la seconde liste ressort nettement des chiffres donnés ci-dessus ; l'écart entre les primes sur l'une et l'autre liste a augmenté sensiblement, en effet, dès que la Banque est intervenue effectivement sur le marché des primes.

IV. COMMERCE EXTÉRIEUR.

La comparaison du commerce extérieur au cours des huit premiers mois de 1936 et au cours des mêmes mois de 1935 montre un accroissement en valeur d'environ 10%. Les importations augmentent de 129 millions, les exportations de 167 millions, et la balance défavorable à fin août 1935 de 139 millions l'est cette année de 102. Les exportations de tabac ont diminué de 260 millions, mais les exportations de maïs ont augmenté de 100 millions, celles de graines de tournesol de 31 millions, de viande de 25, de graisse de 30, d'œufs de 80, ainsi que celles d'autres produits agricoles ; l'exportation des tomates a doublé ; d'autres primeurs ont trouvé un marché extérieur avec des perspectives favorables pour les prochaines années. Par contre, l'exportation du raisin, qui avait augmenté si rapidement l'année dernière, est cette année en sensible diminution. Du côté d'importation, les fournitures importantes de matériel de chemins de fer, de machines et de produits métallurgiques se poursuivent.

Commerce extérieur de la Bulgarie. (Janvier-août.)

	1936	1935	Augmentation en 1936
		(En millions de leva)	
Importations	1.965	1.836	129
Exportations	1.864	1.697	167
Excédent des importations	101	139	

V. DIRECTION DES CÉRÉALES.

La récolte de cette année est bonne ; mais les chiffres définitifs n'ont pas encore été donnés. Les achats des nouvelles récoltes effectués cette année par la Direction dépassent nettement ceux de l'année dernière : au 15 septembre 1936, ils s'élevaient à 338.000 tonnes contre 198.000 en 1935. D'après les renseignements publiés, les achats de blé de la récolte 1935 ont été de 313,5 mille tonnes contre 299,1 mille tonnes de la récolte 1934 : ces chiffres ne sont pas, du reste, tout à fait comparables, étant donné que les achats de la récolte 1934 furent poursuivis jusqu'en août 1935, tandis que les achats furent arrêtés cette année au 30 juin. Il résulte des chiffres donnés que 24% de la récolte 1935 a été vendu à la Direction des céréales, alors qu'elle avait reçu 26% de la précédente récolte.

VI. ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS BULGARES.

	Leva
1. <i>Position au 31 août 1936 du compte bloqué de l'emprunt 1926.</i>	
Produit net	1.614.296.149
Dont mis à la disposition du service d'établissement	1.610.824.302
	<hr/>
Solde en dépôt à la Banque nationale	3.471.847

2. Rendement des revenus gagés.

Chapitres du budget	Encaissements			1/12 des évaluations budgétaires
	Juin	Juillet	Août	
	(En millions de leva.)			
11. Accise sur le sel étranger, le café et autres marchandises et boissons étrangères	12,1	7,7	10,2	15,9
12. Accise sur le vinaigre, la bière, l'acide carbonique et autres boissons indigènes et accise sur l'alcool	7,5	6,5	8,8	4,7
15. a) Accise sur le sel	4,3	3,3	3,3	4,2
b) Accise sur le sucre et la glucose	24,8	17,7	18,4	22,7
c) Accise sur le riz et autres marchandises indigènes	3,2	1,4	2,2	3,8
31. Vente des allumettes	6,6	7,7	7,6	6,7
Total	58,5	44,3	50,5	58,0

Les versements des réfugiés affectés au remboursement des dépenses d'établissement ont atteint les montants ci-après (en leva) :

	Juin	Juillet	Août	Antérieurs	31 août 1936
Intérêts	45.531	2.218.250	17.615	8.428.077	10.709.473
Amortissement et impôt foncier	12.272	18.409	2.033.941	20.953.482	23.018.104
Total	57.803	2.236.659	2.051.556	29.381.559	33.727.577

3. *Utilisation de l'emprunt.*

	Leva
Les engagements restant à régler au 31 août 1936 s'élèvent à	5.096.746
Pour y faire face, la Direction générale de la Dette publique dispose de :	
Banque nationale, compte Commissariat	3.471.847
Banque nationale.	1.624.899
	<u>5.096.746</u>

VII. EMPRUNT DE STABILISATION 7½% 1928.

Position au 31 août 1936 du compte bloqué de l'emprunt.

Rendement des revenus gagés (douanes).

	(En millions de leva.)			
Juin	Juillet	Août		1/12 des évaluations budgétaires
59,2	53,4	56,7		60,75

Utilisation du produit de l'emprunt.

I. *Chemins de fer et ports.*

	Leva	Leva
La totalité de cette tranche s'est montée à		672.300.000
dont engagés au 31 août 1936		<u>672.300.000</u>
Solde non engagé		—
Reste à payer sur engagements pris		<u>218.906</u>
Solde à engager ou à payer		218.906
Sommes aux mains de l'Administration.	1.656.255	
Solde à recevoir du produit de l'emprunt.	—	

II. *Routes et ponts.*

	Leva	Leva
La totalité de cette tranche s'est montée à		182.031.732
dont engagés au 31 août 1936		<u>181.844.182</u>
Solde non engagé		187.550
Reste à payer sur engagements opérés		—
Sommes aux mains de l'Administration.	187.550	
Solde à recevoir du produit de l'emprunt	<u>—</u>	<u>187.550</u>

Appendice I.

**a) RÉSULTATS PROVISOIRES DES HUIT PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1936
COMPARÉS AUX RÉSULTATS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS.**

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 ^{er} janvier-31 août 1936			
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires 1936 (12 mois)	1935	1936		%
	1934 (9 mois)	1935 (12 mois)			Recettes effectives	8/12 des prévisions 1936	
(En millions de leva.)							
I. RECETTES.							
A. Budget de l'Etat :							
I. Recettes fiscales :							
1. Impôts directs	394,4	382	276,6	349,4	254,7	137,1	
2. Impôts indirects :							
Douanes	821,8	920	505,3	593,4	613,3	96,7	
Accises	1.214,9	1.464,6	791	857,8	976,4	87,8	
Enregistrem.	90	102	58,3	59,2	68	87	
Timbre	285,1	330	178,2	216,9	220	98,5	
3. Amendes et con- fiscations	88,5	87	53,2	44,8	58	77,2	
4. Monopoles	117,2	125	71,9	78,9	83,3	94,7	
5. Exercices clos	292,2	250	178,5	166,5	166,7	99,8	
II. Autres recettes :							
6. Entreprises d'Etat	547,6	654,7	317,1	355,5	436,5	81,4	
7. Participation des communes aux appointements des instituteurs et médecins	286,8	412	183,8	241	274,7	87,7	
8. Recettes diverses	705,6	467,6	261,3	270,9	311,7	86,9	
9. Nouveaux fonds incorporés	346,8	376,8	204,9	239,9	251,2	95,4	
III. 10. Recettes extra- ordinaires	—	172	—	87,3	114,7	76,1	
IV. Recettes d'ordre :							
II. Reprises en re- cettes des sol- des non trans- férés du service de la dette ex- térieure	531,9	419,8	199,4	186,6	279,9	66,6	
V. Ressources d'emprunts 1936							
	—	—	—	109 ³	—	—	
Total	4.114,2¹	5.722,8¹	6.163,5	3.279,5²	3.857,1	4.109,1	94
Total des recettes réelles (sans N° II)	3.938,6¹	5.191¹	5.743,7	3.080,1	3.670,5	3.829,2	—
B. Budget des chemins de fer et ports	915,5	1.214,8	1.393	756,6	831,6	928,7	89,5
Total général	5.029,7¹	6.937,6¹	7.556,5	4.036,1	4.688,7	5.037,8	93,6
Total général non compris N° II	4.854,1¹	6.405,6¹	7.136,7	3.836,7	4.502,1	4.757,9	—

¹ Pour rendre possible la comparaison des budgets 1934/35 (9 mois) et 1935 avec le budget 1936, il a été ajouté en recettes et en dépenses un montant de 323,7 millions pour le budget 1935 représentant, approximativement, les recettes et les dépenses des fonds qui sont incorporés dans le budget 1936 et qui étaient gérés en dehors des budgets 1934/35 et 1935.

² Ce total comprend, pour un montant de 234,4 millions de leva, des recettes qui avaient été faites hors budget au titre, en particulier, de fonds incorporés par la suite au budget de 1936.

³ Montant du prélèvement effectué au 31 août sur le produit des emprunts (300 millions) destinés à régler les dépenses du budget extraordinaire promulgué le 20 mars 1936.

Appendice I (suite).

a) RÉSULTATS PROVISOIRES DES HUIT PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1936
COMPARÉS AUX RÉSULTATS DES EXERCICES PRÉCÉDENTS (suite).

	Données annuelles			Résultats provisoires 1 ^{er} janvier - 31 août 1936		
	Résultats définitifs		Prévisions budgétaires 1936 (12 mois)	1935	1936	
	1934 (9 mois)	1935 (12 mois)			Dépenses effectives	Dépenses autorisées par budgets mensuels
(En millions de leva.)						
II. DÉPENSES.						
A. Budget de l'Etat :						
Pouvoir suprême		39,4	37,6	27,4	24,5	25,2
Cour des comptes		19	20,4	11,2	12,3	13,3
Affaires étrangères et Cultes . .		146,9	156,8	73,7	91,1	103,2
Intérieur et Santé publique . .		352,6	476	163,3	259,9	311,2
Instruction publique		720,6	873,9	448	552,1	580
Finances et Dette publique . .		2.325,2	2.443,4	1.220,7	1.377,5	1.493
Justice		161,1	166,3	75,4	103,1	110,5
Guerre		1.006,7	1.051,8	429,7	540,1	746
Commerce		300,5	396,9	137,8	38,9	44,1
Agriculture					174,7	212
Communications		478,2	540,5	193,8	295,5	351,5
Crédits supplémentaires divers.		134,7	—	103	140,5 ³	—
		323,7 ¹	—	138,8 ²	—	—
Total	4.492,6 ¹	6.008,6 ¹	6.163,5	3.022,8	3.610,2	3.990
B. Budget des chemins de fer . . .	786,9	1.207	1.393	549,5	830,3	900
C. Dépenses en souffrance	—	—	—	717,8	605	—
Total général	5.279,5 ¹	7.215,6	7.556,5	4.290,1	5.045,5	4.890
Total général non compris les dépenses correspondant aux soldes non transférés de la Dette publique	5.103,9 ¹	6.683,6 ¹	7.136,7	4.090,7	4.859	4.610
Déficit	249,8	278	—	254	356,8	—

¹ Pour rendre possible la comparaison des budgets 1934/35 (9 mois) et 1935 avec le budget 1936, il a été ajouté en recettes et en dépenses un montant de 323,7 millions pour le budget 1935 représentant, approximativement, les recettes et les dépenses des fonds qui sont incorporés dans le budget 1936 et qui étaient gérés en dehors des budgets 1934/35 et 1935.

² Dépenses effectuées en dehors du budget ordinaire 1935, au titre, en particulier, de fonds incorporés par la suite au budget 1936.

³ Dont 109,0 sur crédits extraordinaires alimentés par des ressources d'emprunt (voir note 2 de la page précédente).

Appendice I (suite).

b) RÉSULTATS MENSUELS DES TROIS DERNIERS MOIS.

	1936	Juin			Juillet			Août		
	1/12 du budget autorisé	1935	1936		1935	1936		1935	1936	
			Effec- tives	Budget mensuel		Effec- tives	Budget mensuel		Effec- tives	Budget mensuel
RECETTES.										
<i>(En millions de leva.)</i>										
A. Budget de l'Etat :										
I. Recettes fiscales :										
1° Impôts directs . . .	31,8	77,1	95,3	35	37,9	47,4	50	25,2	28,3	40
2° Impôts indirects :										
Douanes	76,7	56,7	71,3	78	58,1	61,1	85	64	66,9	82
Accises	122,1	104,2	120,4	114	115,4	110,7	115	108,6	109,7	115
Enregistrement . . .	8,5	7,4	8,4	8,5	7,4	6,8	8	7,5	6,4	8,5
Timbre	27,5	22,1	27,2	28	23,8	34,5	30	23,9	26,5	30
3° Amendes et con- fiscations	7,2	6,5	6,1	6	4,7	4,8	6	5,6	5,2	5,5
4° Monopoles	10,4	8,8	9,2	10	10,2	11	10	11	11,2	10
5° Exercices clos . . .	20,8	26,2	29,8	25	12,4	15,1	18	17,9	11,9	20
<i>Total des recettes fiscales</i>	305	309	367,7	304,5	269,9	291,4	322	263,7	266,1	311
II. Recettes diverses :										
6° Entreprises d'Etat	54,6	93	44	59,6	50,4	49,8	60,8	40,3	45,8	64
7° Participation des communes aux appointements des instituteurs et médecins	34,3	16,8	29,7	29	27,5	40,2	34	22,5	32,5	32
8° Recettes diverses . .	39	40	33,6	37,9	33,4	34,2	31,2	29,5	28,6	33
9° Nouveaux fonds incorporés	31,4	33,5	30	30	39,5	36,9	33	20,6	15,6	30
<i>Total des recettes diverses</i>	159,3	183,3	137,3	156,5	150,8	161,1	159	112,9	122,5	159
III. 10° Recettes extraordi- naires	14,3	—	11,9	14	—	18,1	14	—	14,1	15
IV. Recettes d'ordre :										
11° Reprise en recet- tes des soldes non transférés de la dette publique extérieure	35	199,4	150,6	35	—	—	35	—	7,8	35
V. Prélèvement sur produits emprunts 1936	—	—	24,8	—	—	18,1	—	—	14,7	—
Total	513,6	691,8	692,3	510	420,7	488,7	530	376,6	425,2	520
Total des recettes réelles (sans les soldes) (N° II)	(478,6)	(492,4)	(541,7)	(475)	(420,7)	(488,7)	(495)	(376,6)	(417,4)	(485)
B. Chemins de fer et ports . .	116,1	109,1	111,3	130	105,2	123,4	120	142,2	122,2	120
Total mensuel général . . .	629,7	800,9	803,6	640	525,9	612,1	650	518,8	547,4	640
Total mensuel, non compris les sommes récupérées	(594,7)	(601,5)	(653)	(605)	(525,9)	(612,1)	(615)	(518,8)	(539,6)	(605)
DÉPENSES.										
A. Budget de l'Etat	513,6	770,1	606,8	510	411,2	515,4	530	345,5	452,8	520
B. Chemins de fer et ports . .	116,1	224,5	115,3	130	93	155,9	120	127,3	93,4	120
Total des dépenses	629,7	994,6	722,1	640	504,2	671,3	650	472,8	546,2	640
Dépenses en souffrance (+ ou — au cours du mois).	—	-173	-53	—	+ 54,2	+ 2,6	—	+ 42,3	+100,7	—
Total mensuel général . . .	629,7	821,6	669,1	640	558,4	673,9	650	515,1	646,9	640
Total mensuel, non compris les dépenses correspon- dant aux soldes non transférés de la dette publique extérieure. . .	(594,7)	(622,2)	(518,5)	(605)	(558,4)	(673,9)	(615)	(515,1)	(639,1)	(605)



Appendice I (fin).

c) SITUATION DÉTAILLÉE ET COMPARÉE DES RECOUVREMENTS DES IMPÔTS DIRECTS POUR LES HUIT PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 1936.

Impôts	Résultats 1 ^{er} janvier-31 août				Prévisions 1936	
	1935	1936	+ ou -	% de 1936 par rapport à 1935	Quote-part exigible	% des recouvrements
	(En millions de leva.)					
Impôts cédulaires	147,8	197,8	+ 50	134	133	150
Impôt global sur le revenu	9,6	8,8	- 0,8	93	10	88
Impôt sur les sociétés	11,1	33,8	+ 22,7	304	13,2	256
Impôt sur les brebis et les chèvres	41,3	39,9	- 1,4	97	44,2	90
Impôt sur l'exemption de la prestation	23,6	34,7	+ 11	146	29,2	120
Impôt militaire	14,2	15,7	+ 1,4	109	16	97
Impôt sur les successions	19,6	18,7	- 0,9	96	24	78
Total	267,3	349,4	+ 82	130	269,6	130
Impôts arriérés	166,1	154,9	- 11,2	93	1.425,6 166,5 ¹	11 94
Amendes et intérêts de retard sur impôts arriérés	33	25,7	- 7,3	78	36,6 ¹	70
Total général	466,4	530	+ 63,5	114	472,7	112

¹ 8/12 des prévisions budgétaires.

d) SITUATION DE LA TRÉSORERIE EN JUIN-AOÛT 1936.

	Juin	Juillet	août
	(En millions de leva.)		
Solde au début du mois du compte du Trésor à la Banque nationale	614	677,1	645,6
Budget de l'Etat et des chemins de fer :			
Encaissements	803,6	612,1	547,4
Décaissements	- 722,1	671,3	546,2
	+ 81,5	- 59,2	+ 1,2
Ressources extrabudgétaires :			
Diverses	+ 6,4	+ 5,7	+ 3,3
Emission de bons du Trésor	-	-	-
Emission d'obligations (emprunt 1936)	- 24,8	+ 22	- 14,6
	- 18,4	+ 27,7	- 11,3
Solde en fin de mois du compte du Trésor	677,1	645,6	635,5
Paiements exigibles en souffrance (non compris les dettes à long terme consolidées ou en suspens)	501,7	504,3	605
Solde	+ 175,4	+ 141,3	+ 30,5

Appendice IIa.

SITUATION DE LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE.

(En millions de leva.)

ACTIF.	30 septembre 1934	30 septembre 1935	30 juin 1936	30 septembre 1936
Or monnayé et non monnayé	1.547	1.583	1.607	1.616
Devises-or.	7	19	2	14
Autres devises	150	173	446	476
Monnaies divisionnaires	349	380	544	342
Portefeuille et avances de commerce.	477	589	370	649
Bons du Trésor.	666	605	1.032	1.235
Dette de l'Etat.	2.755	2.671	2.671	2.671
Autres avoirs	406	314	373	294
Balance	6.659	6.616	7.340	7.650
PASSIF.				
Capital versé et réserve	1.738	1.756	1.746	1.742
Billets de banque en circulation	2.859	2.408	2.453	2.790
Comptes courants et de dépôts	1.623	1.911	2.051	2.055
dont de banques	(538)	(493)	(843)	(795)
Exigibilités en devises.	58	99	142	84
Autres exigibilités	239	313	825	858
Couverture %	33,38	34,79	32,56	31,92
Taux de l'escompte	7%	6%	6%	6%
Circulation totale.	4.000	3.669	3.551	4.090

Appendice IIb.

CHANGE ACHETÉ ET VENDU PAR LA BANQUE NATIONALE DE BULGARIE
PENDANT LA PÉRIODE JANVIER-AOUT 1935 ET 1936.

	1935			1936		
	Devises libres	Devises bloquées	Total	Devises libres	Devises bloquées	Total
(En millions de leva.)						
<i>Change acheté.</i>						
Exportation	129,0	1.217,7	1.346,7	200,4	1.253,1	1.453,5
Services privés	31,5	33,5	65,0	28,1	49,0	77,1
Services publics	21,0	3,3	24,3	20,2	7,7	27,9
Voyageurs	7,7	22,4	30,1	9,6	12,2	21,8
Revenus de placements à l'étranger	1,3	4,0	5,3	0,6	9,4	10,0
Autres revenus privés	12,0	7,6	19,6	8,9	7,6	16,5
Importations de capitaux à long terme	1,9	29,8	31,7	2,5	30,6	33,1
Crédits étrangers à court terme . .	44,6	57,3	101,9	145,6	—	145,6
Réévaluation	12,7	16,0	28,7	12,2	25,4	37,6
Non indiqués	27,2	25,2	52,4	15,9	6,1	22,0
Dépôts retirés de la Banque natio- nale bulgare	7,0	1,2	8,2	149,0	1,3	150,3
Total	296,0	1.418,0	1.714,0	593,0	1.402,4	1.995,4
<i>Change vendu.</i>						
Importation	75,9	1.087,2	1.163,1	84,0	1.334,0	1.418,0
Services publics	1,3	13,3	14,6	0,8	10,5	11,3
Dépenses de particuliers	17,7	59,5	77,2	18,4	80,8	99,2
Intérêts et dividendes	4,4	2,8	7,2	1,0	5,7	6,7
Service de la dette publique	64,6	68,7	133,3	73,5	5,6	79,1
Autres dépenses de l'Etat	33,3	42,6	75,9	38,2	56,7	94,9
Remboursement de crédits à court terme	52,8	42,5	95,3	148,9	1,4	150,3
Remboursement de crédits à long terme et exportation de capi- taux	2,5	37,0	39,5	2,3	38,2	40,5
Réévaluation	5,8	19,0	24,8	3,2	12,5	15,7
Non indiqués	9,1	25,8	34,9	21,0	6,2	27,2
Dépôts reçus par la Banque natio- nale bulgare	43,0	54,2	97,2	145,4	—	145,4
Total	310,4	1.452,6	1.763,0	536,7	1.551,6	2.088,3

Appendice III.

Années et mois	Commerce extérieur				Indices économiques						Banque nationale								
	Valeur (millions de leva)		Poids (1.000 t.)		Trans- port par chemin de fer. Mar- chan- dises arrivées (1.000 tonnes)	Volume de la produc- tion indus- trielle 1934/35 = 100	Ventes de détail des coopé- ratives (mil- lions de leva)	Prix de gros 1926 = 100	Coût de la vie 1926 = 100	Total des dépôts ¹ (millions de leva)	Total des place- ments ¹ (millions de leva)	Or	Mon- tant net des devises ²	Porte- feuille commer- cial ³	Dette cou- rante du gou- verne- ment ⁴	Circulation		Couver- ture %	Taux d'es- compte
	Importa- tions	Expor- tations	Balance + ou -	Importa- tions												Expor- tations	de billets de banque		
1931	388	495	07	24,6	64,1	—	79,1	90,1	—	—	1.511	257	579	279	2.919	3.629	37,69	9 1/2	
1932	289	282	7	21,8	49,0	—	70,3	83,1	—	—	1.519	123	427	423	2.035	3.521	36,07	8	
1933	184	237	53	19,2	35,9	—	61,8	77,2	9,706	10,985	1.545	141	473	818	2.984	3.971	35,39	8	
1934	187	211	24	20,5	33,0	98,3	63,6	72,1	10,024	10,867	1.547	121	373	655	2.449	3.736	35,71	7	
1935	251	271	20	23,0	27,3	101,7	65,1	68,3	10,597	10,907	1.591	448	612	910	2.497	3.731	33,37	6	
1935 :																			
I	198	129	69	18,6	17,6	72,2	64,5	70,9	10,563	10,943	1.547	118	285	655	2.226	3.409	35,12	7	
II	168	145	23	17,2	12,6	79,3	64,3	71,0	10,635	10,937	1.547	271	264	655	2.176	3.342	33,40	7	
III	185	192	7	16,1	9,7	84,6	64,2	70,3	10,524	10,782	1.552	358	181	616	2.140	3.258	34,06	7	
IV	254	443	189	22,0	15,6	86,1	66,0	68,4	10,513	10,785	1.568	317	208	416	2.173	3.344	36,20	7	
V	283	265	18	27,4	23,2	92,1	64,7	68,1	10,564	10,786	1.583	299	218	666	2.123	3.234	33,13	7	
VI	281	195	86	21,4	13,7	92,9	64,3	68,3	10,485	10,880	1.583	174	281	670	2.152	3.286	33,69	7	
VII	199	177	22	22,5	18,5	93,0	64,2	68,7	10,534	10,911	1.583	85	281	600	2.133	3.287	35,79	7	
VIII	268	151	117	26,6	16,6	100,5	64,0	67,9	10,515	10,970	1.583	73	391	600	2.266	3.448	35,53	6	
IX	215	304	89	20,8	44,0	140,4	64,4	67,7	10,497	11,117	1.583	93	589	605	2.408	3.669	34,79	6	
X	314	556	42	27,7	76,0	147,3	66,6	65,7	10,484	10,908	1.583	112	605	755	2.413	3.681	33,65	6	
XI	355	401	45	30,6	56,6	109,7	66,9	66,1	10,713	10,867	1.583	373	554	755	2.303	3.521	33,71	6	
XII	288	296	8	25,5	23,0	122,1	66,7	66,2	11,136	10,912	1.591	448	612	910	2.497	3.731	33,37	6	
1936 :																			
I	181	376	195	17,4	15,3	78,9	65,8	65,9	11,265	10,865	1.591	383	294	1.010	2.177	3.296	34,18	6	
II	303	250	53	22,7	14,6	90,9	65,2	66,3	11,452	10,917	1.591	329	216	1.010	2.113	3.221	35,13	6	
III	220	232	12	18,9	17,6	108,3	64,7	66,0	11,360	10,920	1.591	237	239	928	2.293	3.417	36,06	6	
IV	270	238	32	24,8	26,1	95,2	66,4	64,0	11,285	10,963	1.591	247	344	1.028	2.252	3.349	33,65	6	
V	296	203	93	27,0	31,5	104,0	66,3	64,0	11,167	10,866	1.607	353	358	1.028	2.247	3.323	33,39	6	
VI	291	179	112	25,9	39,9	109,4	66,0	64,1	11,273	10,916	1.607	306	370	1.032	2.453	3.551	32,56	6	
VII	195	164	31	22,9	41,4	101,7	66,6	64,5	11,424	10,982	1.607	302	334	932	2.304	3.422	34,41	6	
VIII	209	221	12	26,0	55,7	440	67,7	64,0			1.607	355	410	1.132	2.561	3.755	33,20	6	
IX											1.616	406	649	1.235	2.790	4.090	31,92	6	

¹ Des institutions observées (données révisées).

² Tous les actifs en devises (libres et bloqués) moins les exiguïtés en devises.

³ Escompte et avances.

⁴ Escompte et réescompte des bons du Trésor.

